

Un membre influent du Conseil constitutionnel du Cameroun, censé être indépendant et chargé notamment de proclamer les résultats de la présidentielle, a signé un appel à la candidature en 2018 du président Paul Biya, 85 ans, au pouvoir depuis 1982, selon un texte obtenu lundi par l'AFP.

Une élection présidentielle est prévue au Cameroun à la fin de l'année, en principe en octobre. Plusieurs personnalités ont déjà fait part de leur intention d'être candidats. M. Biya n'a lui pas encore dit s'il briguera un nouveau mandat, mais il est présenté par son parti comme son candidat "naturel".

Dans une "motion de soutien" à Paul Biya, des responsables du parti au pouvoir et des chefs traditionnels originaires du sud du Cameroun, région d'origine du chef de l'Etat, lui demandent "solennellement de se porter candidat à l'élection présidentielle de 2018, pour laquelle il est assuré de notre soutien massif, unanime et inconditionnel".

Le nom de Jean Fouman Akame, membre du Conseil constitutionnel, figure sur la liste des signataires de cet appel qui a été publié par le quotidien d'Etat, Cameroon Tribune. "Paul Biya est notre candidat à la prochaine élection présidentielle, au regard de son bilan éloquent, de sa crédibilité nationale et internationale, diplomatique, économique, sociale et culturelle", ont écrit les auteurs de l'appel.

Pour leur part, les opposants qualifient le bilan de l'actuel chef de l'Etat de "chaotique". Magistrat réputé proche de M. Biya, M. Fouman Akame occupait, jusqu'à sa nomination au Conseil constitutionnel, le poste de conseiller du président chargé des questions juridiques. Il s'agit d'un des hommes les plus influents de son régime. Le Conseil constitutionnel est en particulier chargé de trancher les contentieux lors de la présidentielle et d'en proclamer les résultats.

Beaucoup de ses membres sont issus du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti au pouvoir. Il y a une dizaine de jours, l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, Peter Henry Barlerin, avait publié un communiqué dans lequel il disait avoir "suggéré (lors d'un entretien) au président qu'il devrait réfléchir à son héritage et à comment il veut que l'on se souvienne de lui dans les livres d'histoire". Il avait également dénoncé des exactions dans les régions anglophones, commises par les forces gouvernementales. Le gouvernement camerounais avait convoqué M. Barlerin pour lui faire part de sa "vive désapprobation".

© Source : AFP
